

Burundi : Divers projets socio-économiques dans le cadre de l'EAC

Source Xinhua Divers projets socio-économiques dont le Burundi tirera profit sont prévus dans le cadre de la Communauté est-africaine (East African Community - EAC), a annoncé mercredi à Bujumbura le ministre burundaise à la présidence chargée de l'EAC, Hafsa Mossi, au cours d'une conférence de presse sur les grandes réalisations en 2011, période au cours de laquelle le Burundi assurait la présidence de cette communauté. Dans le souci de résoudre le problème de l'énergie, a-t-elle précisé, le secrétariat général de l'EAC a appelé à chercher dans les meilleurs délais pour le projet d'interconnexion électrique Rusumo-Bujumbura avant 2015, celui de construction d'une centrale thermique de 200 MW à base de la tourbe avant 2015 et le barrage hydroélectrique de Rusumo avant 2016.

En outre, a-t-elle poursuivi, le projet de chemin de fer reliant la Tanzanie, le Rwanda et le Burundi (Dar Es Salaam-Isaka-Kigali/Keza-Gitega-Musongati) est dorénavant prioritaire au premier degré de la CEA. Dans le domaine de la sécurité alimentaire, un plan d'action sur la sécurité alimentaire et la politique régionale sur les changements climatiques a été adopté et le budget annuel de sa mise en application sera adopté au cours de l'exercice budgétaire 2012/2013, a fait remarquer Mme Mossi. Par ailleurs, la ministre burundaise a aussi annoncé que la première conférence sur le tourisme, la faune et la flore sera organisée au Burundi au cours de l'année budgétaire 2012-2013. De plus, un projet régional sur l'harmonisation de la régulation des médicaments va démarrer bientôt dans tous les pays partenaires de l'EAC. Le Burundi abritera la Commission sur la recherche en matière de santé nouvellement créée. Au niveau de la défense, le 13e sommet de l'EAC, tenu fin novembre à Bujumbura, a donné un an pour mener davantage de consultations et de propositions pour conclure un Pacte de défense mutuel, a affirmé la ministre burundaise. D'autres points qui n'ont pas encore trouvé de consensus entre les cinq Etats membres de l'EAC, et qui vont continuer à être étudiés sont notamment la coopération politique et le droit d'établissement dans ces pays, a précisé Mme Mossi.